

L’Afrique dans la géopolitique mondiale: De la coopération traditionnelle nord-sud aux nouvelles alliances stratégiques

[Africa in global geopolitics: From traditional north-south cooperation to new strategic alliances]

ALOSSE Dotsè Charles-Grégoire¹ and YAFORGMAN N’Dibaguein²

¹Maître de Conférences en Philosophie politique, Université de Kara, Togo

²Doctorant en Philosophie politique, Université de Lomé, Togo

Copyright © 2023 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Cooperation is the action of participating in a common work, the collaboration between actors, especially States, for a common goal. It is a policy of understanding and cultural, economic or scientific exchanges between States, and especially in the context of international relations of development aid to less developed nations from developed countries. North-South cooperation, which is the most traditional type of cooperation, occurs when a developed country provides economic or other support to a less developed country, particularly in the context of development programmes. This cooperation is valued differently because of its effectiveness. Often marked by hegemonic considerations, North-South cooperation has a lead in the wing in the current geopolitical context where, in Africa, new players are emerging. These partners loosen financial constraints and conditionalities, but they also increase the risks of debt reduction and weak coordination of development policies. It is necessary to distinguish between the geopolitical stakes of the multipolar world and the new actors of cooperation in Africa in order to explore the perspectives that open to Africa in its cooperation with the world powers. The aim is to empower Africa with regard to predatory cooperation which, instead of emancipating it, plunges it further into dependence. Africa must define its priorities in all forms of cooperation, whether traditional or new.

KEYWORDS: Africa, cooperation, development, geopolitics, partnership.

RESUME: La coopération est l’action de participer à une œuvre commune, la collaboration entre des acteurs, notamment des États, pour un but commun. Il s’agit d’une politique d’entente et d’échanges culturels, économiques ou scientifiques entre États, et spécialement dans le cadre des relations internationales de l’aide au développement aux nations moins développées de la part des pays développés. La coopération Nord-Sud, qui est le type de coopération le plus traditionnel, intervient lorsqu’un pays développé soutient économiquement ou sous une autre forme, un pays moins développé, notamment dans le cadre des programmes de développement. Cette coopération est différemment appréciée de par son efficacité. Souvent empreinte de considérations hégémoniques, la coopération Nord-Sud a du plomb dans l’aile dans le contexte géopolitique actuel où, en Afrique, de nouveaux acteurs émergent. Ces partenaires desserrent la contrainte financière et les conditionnalités, mais ils accroissent aussi les risques de ré-endettement et de faiblesse de la coordination des politiques de développement. Il convient de distinguer les enjeux géopolitiques du monde multipolaire puis les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique afin d’explorer les perspectives qui s’ouvrent à l’Afrique dans sa coopération avec les puissances mondiales. L’objectif visé est d’autonomiser l’Afrique vis-à-vis des coopérations prédatrices qui, au lieu de l’émanciper, la plonge davantage dans la dépendance. L’Afrique doit définir ses priorités dans toutes les formes de coopérations qu’elles soient traditionnelles ou nouvelles.

MOTS-CLEFS: Afrique, coopération, développement, géopolitique, partenariat.

1 INTRODUCTION

La coopération est la collaboration entre des États souverains. Elle consiste en une politique d'entente et d'échanges culturels, économiques ou scientifiques entre États, et spécialement dans le cadre des relations internationales de l'aide au développement aux nations moins développées de la part des pays développés. Le terme coopération désigne, proprement, un acte réalisé en commun accord par deux ou plusieurs personnes ou institutions. Les acteurs se fixent ensemble un même objectif qu'ils envisagent d'atteindre en combinant leurs ressources selon certaines règles prédéfinies. La coopération Nord-Sud qui est le type de coopération le plus traditionnel, intervient lorsqu'un pays développé soutient économiquement ou sous une autre forme, un pays moins nanti dans le cadre des programmes de développement. Cette coopération est différemment appréciée de par son efficacité. Souvent empreinte de considérations hégémoniques dans une visée néocoloniale, la coopération Nord-Sud a des difficultés de survie dans le contexte géopolitique actuel où de nouveaux acteurs de la coopération émergent en Afrique. Ces partenaires desserrent la contrainte financière et les conditionnalités, mais accroissent aussi les risques de ré-endettement et de faiblesse de la coordination des politiques d'aide. Le problème qui se pose est celui de la nature de la coopération Nord-Sud dans le contexte de l'émergence des nouveaux enjeux et de nouveaux acteurs. La question principale est la suivante: comment redéfinir la coopération Nord-Sud face à la prédation des pays du Nord et à l'insatisfaction des pays du Sud, obligés de nouer de nouvelles alliances sensées plus efficaces ? Plus spécifiquement, comment apprécie-t-on la coopération traditionnelle entre le Nord et le Sud ? L'émergence des nouveaux partenariats ne remet-elle pas en question les anciennes pratiques coopératives entre le Nord et le Sud tout en appelant au réalisme politique de la part des pays du Sud afin de ne pas reproduire les anciennes erreurs avec les puissances occidentales ?

Notre hypothèse principale est qu'une nouvelle alliance efficace entre le Nord et le Sud passerait par le renforcement des liens entre les pays du Sud afin d'ils constituent une zone d'influence face aux anciennes et nouvelles puissances. Nous avançons en hypothèses secondaires, en premier lieu que la coopération traditionnelle Nord-Sud est tachée de dominations du Sud par le Nord. En second lieu, l'émergence de nouveaux partenariats dans les pays du Sud semble remettre en cause les pratiques traditionnelles Nord-Sud et ouvrir un horizon nouvel pour le développement du Sud s'ils définissent clairement leurs priorités afin de ne plus tomber dans les erreurs commises avec les anciennes puissances occidentales.

L'objectif de cette analyse est de distinguer les nouveaux enjeux géopolitiques de l'Afrique dans un monde multipolaire, puis les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique afin d'explorer les perspectives qui s'ouvrent à l'Afrique dans sa coopération avec le monde. Notre travail procède en deux temps: partant en premier lieu de l'Afrique dans la coopération traditionnelle Nord-Sud, nous montrons, en second lieu, les nouveaux enjeux géopolitiques de la coopération Nord-Sud pour ouvrir les nouvelles perspectives pour l'Afrique dans une géopolitique mondiale dynamique.

2 L'AFRIQUE DANS LA COOPÉRATION TRADITIONNELLE NORD-SUD

Le monde, jusqu'à l'époque des Lumières, a été dominé par l'Europe, le Vieux continent, l'unique centre des décisions qui forme le monde unipolaire. Après les deux guerres mondiales, le pouvoir va être partagé entre deux superpuissances: les États Unis et l'URSS: c'est le monde bipolaire. À partir de 1990, l'effondrement de l'URSS fait le triomphe du monde occidental mais aussi fait monter en puissance plusieurs pays: c'est le monde multipolaire. La multipolarité du monde ne signifie pas que tous les pays ont le même statut. Il y a une nouvelle fracture, la division du monde en deux hémisphères planétaires: les pays du Nord et les pays du Sud.

2.1 LA DIVISION DU MONDE EN DEUX HÉMISPÈRES PLANÉTAIRES

Le terme pays du Nord est utilisé pour désigner l'ensemble des pays développés. Depuis A. Smith (1991) pour qui le développement signifie le progrès matériel, ce terme a longtemps exprimé la seule croissance économique mesurée, par exemple par le produit intérieur brut. Sans vouloir mettre en débat cette perception réductrice de la notion de développement, les pays du Nord se caractérisent, en général, par la richesse de leur économie, l'accès à des technologies avancées, avec des systèmes politiques stables et une espérance de vie élevée. Nommer encore le centre dans le contexte de la mondialisation, ces pays « constituent des États, les nations et les communautés de nations qui contrôlent l'ordre mondial établi à leur profit et au profit des catégories économiques dominantes. Leur pouvoir de contrôle (...) réside dans la puissance économique, technologique, politico-diplomatiques ou militaires qu'ils ont acquis » (Y. Akakpo 2016, p. 45).

Aux antipodes de ces pays dits du Nord, se trouve « les pays du Sud ». Quant au terme « pays du Sud », il est utilisé dans les années 1980 pour désigner l'ensemble des pays considérés comme moins développés économiquement et plus appauvris caractérisés par un Indice de Développement Humain (IDH) et un Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant faibles. Il succède aux termes « Pays sous-développés », « Pays en développement », « Tiers-monde » sans varier de contenu d'identification. La

dénomination « Sud » vient du fait que ces pays se situent majoritairement dans la partie sud des continents émergés ou encore au sud de l'équateur. Le Sud regroupe principalement les pays de l'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Aujourd'hui le terme utilisé subtilement pour désigner ces pays est les « Pays les Moins Avancés » (PMA).

La conscience aigüe d'appartenir à un même monde, de partager une même humanité et de l'inégale répartition naturelle des richesses sur la terre justifie l'idée de coopération. La coopération entre les pays du Nord et les pays du Sud paraît être fondée sur cette conscience. Si cette coopération peut prendre des formes multiples ou est multisectorielle (politiques, économiques, socio-culturelles et techniques), elle met nécessairement en jeu la participation à un projet commun, la capacité de collaborer pour la réalisation de ce projet, le souci de l'objectif et l'intérêt général dans la négociation. Bref, l'entente et l'échange enrichissant entre les États du Sud et du Nord. Cette coopération est d'autant plus nécessaire, car la mondialisation ne nous laisse pas le choix de ne pas coopérer. Avec elle, les États ont plus d'intérêt à coopérer qu'à s'isoler.

L'histoire a progressivement réduit l'option pour l'isolement. P. Veléry (1931, p. 21) a bien fait de nous dire dans le *Regard sur le monde actuel* que l'époque moderne est celle du monde fini. C'est le temps du monde fini dans la mesure où toute la terre habitable est partagée entre les nations. Si l'option pour la relation s'impose dans le monde fini, coopérer devient un impératif logique. Comme le souligne L. Lourme (2014, p. 17)

Nous n'avons plus le choix de la relation, les ennemis les plus éloignés ne sont pas coupés de nous, et la multiplication des points de contacts fait qu'il devient de plus en plus délicat d'anticiper sur ce que sera l'avenir. Tout le caractère inédit de notre période vient donc de ce changement qui ne doit pas être compris sous un angle seulement optimiste: la relation entre les peuples ou les nations est contrainte par la finitude du monde-tous sont condamnés à entrer en relation

Nous vivons le temps mondial, un temps de relation, un temps de coopération. Ce temps présente le monde comme un espace globalisé de rencontre et de solidarité. Mais la rencontre entre les pays du Nord et les pays du Sud ne date pas d'aujourd'hui. Comment apprécier la rencontre coopérative traditionnelle entre le Nord et le Sud ? Cette coopération a-t-elle été l'expression d'un projet commun ou l'échange enrichissant entre les États du Sud et du Nord ? Quel est le statut de l'Afrique dans cette forme de coopération ?

En effet, les relations qui lient ces deux hémisphères planétaires sont non moins nécessaires mais empruntées d'humiliations et de dominations au travers notamment de l'ordonnement politique, économique, socio-culturel et technique qui amène le Sud à « subir le monde ». Selon de Y. Akakpo (2016, p. 31)

Subir le monde, c'est être toujours en retard d'un monde au moins. Ce qui fait que subir le monde, c'est être dans les marges du monde, être dans la position marginale dans laquelle la division internationale confine les sociétés fragiles, de plus en plus fragilisées. Une société ne se trouve dans les marges du monde puisant que parce que, toujours en retard d'un monde au moins, elle est incapable de se donner des repères, d'influencer la logique et le rythme du monde (...) elle joue un simple rôle d'accompagnateurs dans la logique et le rythme du monde.

La base solide qui peut nous donner une image du rapport de l'Afrique avec le monde est l'histoire de sa rencontre avec l'Occident. Autrement dit, la géopolitique de l'Afrique est indissociable de l'histoire de son intégration asymétrique dans la mondialisation, la première mondialisation et de la colonisation à l'époque moderne.

En effet, l'Afrique, sans aucun doute, a payé un lourd tribut dans sa rencontre avec l'Occident à travers l'esclavage, la traite négrière, le génocide, la colonisation et le néocolonialisme qui, d'une manière ou d'une autre, l'on rendu incapable de se donner des repères, d'influencer la logique et le rythme du monde. Déjà avec l'esclavage et la traite négrière « sans être encore une propriété du système international » mais « un simple effet d'acteur » (conquistadores, colons, missionnaires, compagnies marchandes), il y a la négation de l'humanité de « l'Autre » qui reflète donc une forme d'humiliation définie par B. Badie (2014, p. 76) comme « toute prescription autoritaire (...) d'un statut inférieur à celui souhaité et non conforme aux normes énoncées ». Et même dans la géopolitique internationale, selon cet auteur, l'humiliation est devenue une pathologie qui touche des États dans leur valeur cardinale qu'est leur souveraineté, ou des acteurs individuels ou des collectifs non étatiques dans leur « dignité », leur « honneur ». À l'international, cette humiliation s'est faite traditionnellement par le rabaissement choquant des vaincus de la guerre (B. Badie, 2014, p. 78); par le déni d'égalité avec la non-application des mêmes règles et droits à l'autre; par la pratique d'une « diplomatie d'exclusion » (B. Badie, 2014, p. 88) visant à écarter l'autre de la gestion des affaires du monde ou l'amenant à subir le monde; et enfin par stigmatisation de l'autre (B. Badie, 2014, p. 91).

Dans cette rencontre, prêter attention aux aspects politiques, économiques, socioculturels et techniques nous permet d'apprécier la nature moins coopérative de la relation Nord-Sud. Sur les aspects politiques en premier lieu, les relations Nord-

Sud sont essentiellement marquées par l'impérialisme doctrinal de la part de l'Occident. En effet la décolonisation, loin d'avoir fourni aux sociétés du tiers monde ou pays du Sud le moyen de trouver une organisation qui corresponde à leurs traditions, a même fortement accentué la domination par l'importation des catégories du fonctionnement de sociétés occidentales: leur droit, leur modèle de développement, leur forme de démocratie représentative, à en croire (B. Badie, 1998). Mais, selon cet auteur, l'échec de la greffe explique de multiples traumatismes sociaux et facteurs de désordre dans les relations internationales et dans les pays du Sud.

Ce qui nous paraît nécessaire à souligner est l'intervention des puissances occidentales dans la validation de ces coups d'État. Cette influence fait de la gouvernance dans les États du Sud un jeu politique pipé d'avance ou l'Occident n'est pas un coopérateur mais un manipulateur par l'intermédiaire de certaines élites locales. À titre illustratif, les bailleurs de fonds occidentaux sont responsabilisés:

Dans le maintien des pouvoirs autoritaires en Afrique: soutien apporté par la France à des régimes corrompus et dictatoriaux (Gabon, Cameroun, Togo...), alliance des États-Unis avec des mouvements et des dirigeants qui manient l'arme ethnique (Nigéria), double langage du Royaume-Uni alimentant frustration et injustices (Zimbabwe), manœuvres déstabilisatrices des firmes transnationales (Côte-d'Ivoire, Congo Brazzaville, Nigéria...) L'ingérence politique au mépris des droits de l'homme constitue malheureusement une réalité. Les opinions publiques du Nord restent à mobiliser sur ces politiques menées en leur nom dans la plus grande opacité, voire la plus grande indifférence (A-C. Robert, 2004, p. 49-50).

2.2 L'HÉGÉMONIE OCCIDENTALE EN AFRIQUE À TRAVERS LA COOPÉRATION NORD-SUD

L'hégémonie est un concept polysémique. Il est régulièrement mobilisée dans des perspectives théoriques diverses et employée dans le contexte politique, militaire, économique ou culturel. Pour se faire une idée de la notion, les dictionnaires classiques mettent l'accent sur le concept de la domination qui est considérée comme un élément clé. L'hégémonie demeure généralement éminemment liée à l'idée de domination. Dans le cadre géopolitique, la prédominance politique et culturelle d'un pays sur les autres fait son hégémonisme. C'est ce qui apparaît dans la volonté des grandes puissances européenne à établir un contrôle sur l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine.

Ainsi, c'est sans aucun doute la volonté de ces États du Nord de dominer politiquement et économiquement le continent qui justifie la bousculade des grandes puissances en Afrique. Les interférences sont multiples, mais c'est surtout au nom de la démocratie et du développement. On pourrait juste se demander en quoi l'installation des bases militaires dans les pays du Sud sont est un facteur de démocratie et de développement pour ces dernier ? En quoi le soutien apporté à une dictature est un facteur de démocratie et du développement ? Disons avec M. Tshiyembe (2000) que les formes institutionnelles léguées par les anciennes puissances coloniales à leurs anciennes colonies constituent les sources, pas seulement des conflits armés, mais des dysfonctionnements des États africains.

Outre la domination doctrinale, il y a lieu de mentionner la prépondérance diplomatique et la prédominance dans les négociations internationales. Il n'est pas contestable que le paysage mondial s'est transformé sous l'impact des révolutions technologiques et de la mondialisation, en particulier avec l'expansion du commerce international et la fin de la coupure du monde en deux blocs antagonistes. Mais l'ONU, cette organisation créée après la Deuxième guerre mondiale afin de garantir la paix dans le monde et coordonner les actions économiques et sociales, n'a pas suffisamment rempli son rôle. La prédominance des pays Nord est visible dans la composition de son Conseil de sécurité. Quatre (4) pays du Nord sur cinq (5) du conseil de sécurité de l'ONU détiennent le droit de veto.

Cette prédominance des pays occidentaux laisse moins de voix aux pays du Sud dans les négociations internationales. En janvier 2003 à Porto Alegre, par exemple, au cours d'une rencontre d'altermondialistes, un jeune malien s'est plaint de la marginalisation de l'Afrique dans un mouvement qui se veut par essence démocratique. Il s'est aussitôt attiré les foudres d'un leader d'une organisation vouée à la défense du Sud: « Vous les Africains, vous n'avez rien à dire, vous n'êtes ici que grâce à la générosité de la France ! » (A-C. Robert, 2004, p. 10-11).

La spécificité de l'Afrique réside dans le fait qu'elle n'a jamais vraiment eu droit à la parole et que l'occident, plus qu'ailleurs, s'est acharné à faire taire ceux qui y pensaient différemment et voulaient suivre une autre voie (...) L'Occident s'est cru autorisé à faire usage de toutes les méthodes pour imposer sa vision du monde et pour piller l'Afrique de ses nombreuses richesses (A-C. Robert, 2004, p. 20-21).

Économiquement parlant, les relations Nord-Sud n'ont pas été véritablement celles d'un souci humanitaire pour l'autre. La notion qui a embourbé l'Afrique dans la servitude est le développement: coopérations pour le développement, aide au

développement, initiation des institutions humanitaires par les occidentaux pour réaliser le développement en Afrique etc. L'idée principale dans l'imaginaire de l'africain était qu'un jour son économie rattraperait le niveau de l'économie des pays développés.

L'Afrique étant à la merci de l'Occident, les politiques de développement sont pensées et conceptualisées de l'extérieur pour elle. Ces politiques ont plongé les économies africaines dans un trou noir. Au nombre des litanies des concepts inopérants pour le développement de l'Afrique, ces concepts des institutions internationales et les gouvernements occidentaux en complicité avec certaines élites locales, se trouvent: le Programme d'Ajustement Structurel (PAS), le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), les Objectifs du Développement (OD), les Objectif du Développement Durable (ODD), croissance tout court ou croissance inclusive, ect.

Le NEPAD par exemple était en réalité présenté comme une vision et un cadre stratégique de développement pour l'Afrique du XXI^e siècle. Ses objectifs étaient de réduire la pauvreté, de promouvoir la croissance économique, le développement durable et d'intégrer l'Afrique dans l'économie mondiale. Avec ces beaux objectifs, partout en Afrique, on ne pouvait que célébrer ce programme. Mais qu'est devenu le NEPAD ? Quel bilan a été fait de ce qui était pris comme le messie africain pour le XXI^e siècle ? Le XXI^e siècle africain serait-il déjà passé ? Sans détour, (K. Mana et M. Kabuayi, 2018, p. 102) font remarquer que « quand on les analyse d'une manière lucide, tous ces concepts et qualificatifs servent à endormir les élites africaines afin de faire perdurer la domination occidentale sur le continent noir ».

Nous ne pouvons pas perdre de vue la question de l'aide au développement quand il est question de la relation Nord-Sud. Sous prétexte de contribuer au développement économique des pays du Sud, les pays du Nord octroient une aide variée. Sans être désintéressé, la majorité de l'aide fournie aux pays du Tiers-monde est une aide liée. Durant plus de cinquante ans, « les pays riches ont transférés plus de mille milliards de dollars sous forme d'aide au développement » (D. Moyo, 2009, p. 23) mais cela n'a pas amélioré le sort des Africains. Au contraire, l'aide a rendu plus pauvres les pauvres et a ralenti la croissance. L'Afrique a vu ses conditions de vie empirer considérablement. L'aide par essence devrait amener les Africains à ne plus avoir besoin d'aide. Mais elle a rendu plutôt le continent plus dépendant de l'Occident. C'est une aide qui n'a pas aidé et donc une aide fatale » qui laisse le continent dans un endettement écrasant. Par-là, la prétendue coopération pour le développement a perdu sa vocation première qui est de lutter contre la pauvreté pour devenir une lutte contre les pauvres: « il y a eu beaucoup de désenchantements et de déceptions (...) les peuples des pays dit sous-développés en ont subi les conséquences les plus graves, puisqu'ils enregistrent les effets de paupérisation réelle » (J. Ki-Zerbo, 2003, p. 166).

La machine utilisée par l'Occident pour continuer sa domination du Sud est le néolibéralisme avec la politique de l'économie de marché. La politique néolibérale qui est devenue la nouvelle rationalité du monde après la chute du communisme remonte au « consensus de Washington » présenté par l'économiste américain John Williamson à la fin des années 1980 comme l'unique chemin de la croissance et du développement est le pilier des grandes actions pour le développement. Il désigne un accord tacite des institutions internationales comme, le Fonds Monétaire International (FMI) dont la mission d'origine est la stabilisation de l'économie mondiale et la Banque mondiale (BM) dont la mission d'origine est de s'occuper des questions structurelles. Le consensus de Washington marque l'Accord signé avec le soutien du Trésor américain, pour accorder des aides financières aux pays en développement en difficulté économique pour leur développement.

Le concept de compétitivité que le néolibéralisme renferme conduit à une sorte de darwinisme économique et social où seuls les plus adaptés survivront. Et l'Afrique dans cette mouvance encore une fois, dans ce domaine est très mal lotie et est mondialisée. Sa faiblesse interne l'expose aux influences de toutes sortes. Elle est soumise ou assujettie à la logique de l'expansion du capitalisme mondialisé, elle est connectée au « système-monde pour simplement le faire fonctionner » (Y. Akakpo, 2016, p. 44). La libéralisation à laquelle l'Afrique a été invitée est sacrificielle. C'est l'habit neuf de l'occidentalisation, un médicament qui tue. Le néolibéralisme en vogue est la forme moderne du colonialisme. Il n'est profitable qu'à des pays à forte productivité. L'Afrique, continent à faible production avec une économie de survie et essentiellement rudimentaire, s'est retrouvée avec l'invasion des firmes étrangères, la détérioration continue des termes de l'échange. « La globalisation libérale contemporaine, censée se répandre au nom des libertés et du bien-être partagé, prolonge en pratique une domination historique: les règles du jeu sont fixées et imposées par les occidentaux, au travers les institutions multilatérales telles que l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale » (A-C. Robert, 2004, p. 29).

Les aspects socioculturels des rapports Nord-Sud sont marqués par la diffusion de la civilisation occidentale dans le Sud au travers d'un système éducatif du Colon qui contribue à la dévalorisation psychologique de toutes productions venant du Sud. C'est une forme de mimétisme dévastateur que les pays du Nord développent chez les pays du Sud. La promotion de « la psycho-socio-anthropologie de la servilité désarticule les potentialités sociales d'innovations techniques. Or la technique et la science sont établies dans la modernité comme de principaux instruments de décision et de contrôle de tout espace social. Elles sont même une catégorie de la propagation ou de l'activisme du néolibéralisme pour les pays du Nord. S'il convient de retenir qu'aucune société ne peut se passer de la science et de la technique, il est nécessaire de préciser que dans les relations

Nord-Sud, son pouvoir détenu par l'Occident a servi à assujettir ou à inhiber les pays du Sud: « les vrais acteurs de la distribution de la carte économique, politique, culturelle du monde contemporain sont (...) les sociétés qui ont choisi de s'organiser pour être les principales responsables des progrès les plus spectaculaires dans les sciences et les technologies » (Y. Akakpo, 2016, p. 33).

En effet, Pour favoriser le développement par la technologie dans le Sud, les pays du Nord procèdent aux transferts des technologies (le transfert des infrastructures en aménageant les pays du Sud, le transfert de la production en mettant en valeur les matières premières, le transfert de développement industriel ou commercial). Certes l'idée d'autonomisation de la technologie dans les pays du Sud est bonne, mais la procédure manque de cohérence. « La raison en est que, tout en étant dans leur milieu d'accueil, elles en sont, en réalité, déconnectées. Elles sont plus précisément déconnectées des mécanismes de production économiques et de reproduction sociale du milieu d'accueil » (Y. Akakpo, 2016, p. 25).

On peut convenir, dans l'esprit des idées avancées, que les diverses formes de réaction du Nord à l'égard du Sud sont tachées de domination politiques, économiques, socioculturelles, technologiques. Les relations extérieures de l'Afrique sont dominées par l'aide au développement, des investissements centrés sur l'exploitation des ressources naturelles, des interventions militaires et humanitaires. Mais la géopolitique contemporaine présente de nouveaux enjeux et l'Afrique fait face à de nouveaux partenaires. Quelles sont les nouveaux enjeux géopolitiques du monde ? L'émergence des nouveaux partenariats remettent-ils en question les nouvelles pratiques de la coopération Nord-Sud ?

3 L'AFRIQUE FACES AUX NOUVEAUX ENJEUX GÉOPOLITQUES

Étant donné qu'« aucune puissance n'est née grande puissance », à en croire (T. Gomart, 2020, p. 119), l'Occident n'est plus seul au monde. Avec la fin de la bipolarité, la géopolitique mondiale est bouleversée. La puissance occidentale s'étiolle et perd son monopole de domination en raison de l'émergence de nouvelles puissances: Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud (BRICS). Ces pays émergents défient de plus en plus les États-Unis et l'Occident.

3.1 LES BRICS ET L'ÉMERGENCE D'UN BLOC ALTERNATIF

Le groupe des BRICS est composé de cinq pays en développement à forte croissance. Novembre 2001 marque l'apparition, pour la première fois, de l'acronyme « BRIC » dans une note des analystes de Goldman Sachs (A. Arkhangelskaya, 2013). Cette note prédisait que, à l'horizon 2050, ces économies dépasseraient celles des pays les plus riches que l'humanité connaît. En décembre 2010, l'Afrique du Sud rejoint cette enceinte et les BRICs deviennent les « BRICS ». Répartis sur trois continents, chacun d'entre eux exerce une influence dans sa région et, plus généralement, à l'échelle mondiale et

Le fait qu'ils possèdent un grand nombre de ressources naturelles essentielles pour l'économie mondiale leur confère un avantage. Deux grands traits les rapprochent: ce sont des pays en développement dont l'économie et l'influence gagnent en importance et ils s'efforcent tous de trouver un accord plus équitable et plus ouvert sur la gouvernance mondiale dans laquelle ils entendent bien jouer, avec d'autres, un rôle de premier plan (A. Arkhangelskaya, 2013, p. 66).

Cette nouvelle étape de la géopolitique internationale se déroule aussi à l'ombre de la puissance. D'ailleurs, « toute réflexion sur les relations internationales fait intervenir la notion de puissance » (B. Badie et M.-C. Smouts, 1999, p. 140). Mais le sens qu'il faut avoir de cette émergence aussi est que la géopolitique internationale dans le monde ne présente aucune puissance comme éternelle. La puissance n'est jamais un acquis définitif qui reposerait sur des ressources immuables pour un État ou un groupe d'États.

En effet, dans une perspective substantialiste, la puissance est assimilée à une ressource qu'un acteur peut construire et accumuler. Pour M. Weber (1971), la puissance ou le pouvoir est la chance de faire triompher, au sein d'une relation sociale, sa propre volonté, même contre des résistances. Dans cette logique, elle se reconnaît dans la capacité d'un acteur à imposer à un autre ce qu'il n'aurait pas fait autrement et elle est marquée par les questions de *high politics* ou de sécurité militaire. R. Dahl (1971) s'aligne quand il souligne que c'est l'exercice d'un pouvoir de A sur B pour obtenir de B une action que ce dernier n'aurait pas effectuée autrement. Pour les deux auteurs, la puissance ou le pouvoir représente l'utilisation d'une ressource pour peser sur le comportement d'un tiers ou encore une capacité d'agir directement ou indirectement pour changer l'ordre des choses.

Pour R. Aron (1962, p. 58), le désir de puissance qui anime tous les États s'entend comme « la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités ». Tout comme le pense S. Sur (2017, p. 230), c'est la « capacité de faire; capacité de faire faire; capacité d'empêcher de faire; capacité de refuser de faire ». Ainsi, la puissance est une capacité découlant d'une

intentionnalité dans un cadre social donné (M.-C. Smouts, 1980). B. Badie et M.-C. Smouts (1999, p. 143) vont plus loin que cette appréhension classique de la puissance pour l'adosser à « la capacité de contrôler les règles du jeu dans un ou plusieurs domaines clés de la compétition internationale ». Une forme très douce qui procure à son détenteur non seulement la capacité de contrôler le jeu, mais de déterminer les jeux centraux de la concurrence internationale. Cette capacité qu'un État développe une réelle influence sur les autres en les amenant à agir selon son propre intérêt. Elle influence les résultats de telle façon que la préférence de l'État en question ait préséance sur les préférences des autres États. De façon synthétique, c'est la « capacité d'agir et, dans des situations sociales données, d'avoir un effet sur autrui permettant d'atteindre l'objectif fixé » (F. Munier, 2021, p. 10).

Cette capacité est liée à certaines réalités développées par les États au plan interne. Mais ces réalités ont évolué dans l'histoire: du *Hard power* au *Soft power*. Si le premier, dans l'approche traditionnelle est attaché aux rapports de force qui use de méthodes radicales telles que la coercition et se base seulement sur le quantitatif comme le PNB, la superficie du territoire national, la présence et la qualité des richesses naturelles, le poids démographique, les moyens industriels, technologiques, commerciaux et surtout militaires qui permettent plus facilement la comparaison et la hiérarchisation de la puissance; le second est qualitative, immatérielle, symbolique; il « repose sur des ressources plus immatérielles, qualitatives et diffuses comme la culture, les valeurs, l'idéologie, les institutions » (J. Nye, 2013, p.19), qui conditionnent la capacité à influencer, séduire, persuader, attirer les autres acteurs afin de les voir prendre des décisions conciliables avec leurs propres intérêts. En 2003, J. Nye invitait l'Amérique pour plus d'efficacité en guerre en combinant le *Hard Power* et le *Soft Power* en vue d'établir des stratégies de *smart power*, de « puissance intelligente ».

C'est dans la perspective du *Hard Power* qu'on peut comprendre aujourd'hui pourquoi la Chine, les États-Unis, l'Inde et la Corée du nord ont les armées les plus nombreuses; d'autres États font des dépenses militaires les plus importantes (États-Unis, la Chine, la France, le Royaume-Uni et la Russie); et d'autres sont devenus les principaux exportateurs d'armements (la Russie, les États-Unis, la Chine, la France et le Royaume-Uni); et certains, « par ordre hiérarchique décroissant » sont « les puissances nucléaires: les États-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni, la Chine, le Pakistan, l'Inde, Israël et la Corée du nord » (B. Badie, 2018, p. 121). Visiblement aucun État africain, « toujours les mêmes » puissances principales et les États-Unis trônent au sommet des nations les plus militarisées avec l'obsession d'hyperpuissance, le désir de puissance affirmé, la volonté de rester le « gendarme du monde » et le « poumon économique de la mondialisation libérale » selon C.-P. David (2020).

Grâce à la maîtrise de ses inventions (la boussole, la poudre à canon et l'imprimerie) l'Europe a acquis une impressionnante puissance qui lui a permis de dominer l'Afrique depuis le XV^e siècle jusqu'à nos jours. Mais sise sous silence dans l'histoire durant deux siècles, la Chine représente aujourd'hui une puissance planétaire et menace pour les États-Unis et l'Europe grâce à la modernisation de son armée, la solidification de son économie, la croissance de son budget de défense et son rattrapage technologique solide qui renforce son ambition de la conquête de la première place mondiale, l'occupation des territoires dont l'Occident et les États-Unis avaient la mainmise et l'imposition graduelle de sa conception du monde. Avec (K. Mana, F. M. Kabuayi, 2018, p. 107) nous lisons:

Une nouvelle période s'ouvre: l'ère de l'émergence de la Chine comme puissance économique mondiale ». La Chine est aujourd'hui productrice d'ordre du jour, des mécanismes et d'idées, plutôt qu'un passager clandestin des systèmes internationaux menés par les États-Unis (tel que OMC) et elle invite même l'Asie l'Afrique et l'Europe à profiter de son avance rapide.

Or depuis Thucydide (460-395 av. J-C), l'on sait que l'émergence d'une puissance se fait souvent au détriment d'une puissance établie et mène au conflit. Ainsi, l'émergence de la Chine inquiète les anciennes puissances: la France vit un sentiment de déclassement; les États-Unis sont en quête d'avenir pour leur puissance; l'Europe, un continent en besoin de renouvellement de puissance (G. Delamotte et C. Tellenne, 2021, p. 339)

Autrefois humiliée par l'Inde et le Japon, l'émergence de la Chine se présente comme un réveil qui fait trembler le monde et les puissances anciennement connues. Sa politique d'influence internationale, la contestation de l'hégémonie du dollar américain, le déploiement de politiques d'internationalisation des entreprises nationales et une stratégie d'influence des médias étrangers sont autant de signes révélateurs. Par ailleurs, la Chine a créé la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) afin de concurrencer le FMI et la Banque Mondiale. Cette banque multilatérale sur le modèle de la Banque mondiale vise aussi à contrer l'entreprise américaine sur les Banques asiatiques de développement. En 2013, la Chine a lancé son projet de « Nouvelles routes de la Soie », sous le slogan « une ceinture, une route ». En faisant revivre cette route qui relie la Chine au Proche-Orient, à l'Afrique et à l'Europe en passant par l'Asie centrale. Par ce projet, il s'affirme comme une puissance régionale dominante en réduisant le poids du Japon et des États-Unis.

Le projet de « Nouvelles routes de la Soie » a pour visée la promotion de la prospérité économique des pays riverains ainsi que la coopération économique régionale, l'intensification des échanges et l'inspiration mutuelle entre différentes civilisations, afin de favoriser le développement pacifique mondial. L'Afrique reste fascinée dans ce partenariat avec la Chine pour réaliser sa volonté de développement que les stratégies de l'Occident, le FMI et la Banque Mondiale ont étouffé. Elle reste pour autant importante pour la Chine dans son projet, car la relance de l'économie mondiale nécessite l'investissement massif dans les pays du Sud où les infrastructures sont en mauvais état. L'Afrique est fascinée et reste admirative face à la Chine. Elle est fascinée par l'émergence de la Chine qui autrefois était aussi dominée et sous-développée. Comment a-t-elle vaincu le sous-développement et parvenu à devenir une puissance mondiale dans le respect de sa propre culture, de ses repères spirituels et de ses signalisations imaginaires malgré la ferme volonté occidentale de dominer le monde ?

Dans tous les cas, la Chine a opéré un miracle en construisant une impressionnante destinée face à l'Occident et propose des possibilités aux pays pauvres de s'enrichir. Les pays du Sud restent admiratifs face à la performance économique, financière, technologique et commerciale de la Chine qui ne s'est pas faite grâce au FMI ou à la Banque Mondiale ni soumis aux fourches caudines des ajustements structurels. L'Afrique peut aussi être fascinée sur le plan politique en matière de gestion de l'État. Par son émergence non tachée de démocratie occidentale, elle détruit le dogme de l'universalité de la démocratie occidentale comme voie universelle du salut pour l'administration et la gestion des nations.

3.2 L'AFRIQUE FACE AUX NOUVELLES ALLIANCES STRATÉGIQUES

L'influence de la Chine en Afrique croît plus vite que celle de la France et de l'Amérique aujourd'hui. « Les sociétés chinoises s'implantent massivement sur le continent africain grâce à un soutien plus ou moins direct du gouvernement de leur pays. À l'image d'autres pays qui favorisent le couple entreprises-nation, la Chine excelle tout particulièrement dans ce domaine » (D. Elzein, 2014, p. 78). En effet,

D'un bout à l'autre du continent, les jugements favorables à la Chine (...) l'emportent sur les critiques dans la proportion d'au moins deux contre un presque partout. En Côte d'Ivoire et au Mali plus de neuf personnes sur dix apprécient favorablement la Chine, et les opinions positives dominent sur les négatives au Sénégal et au Kenya, où 81 % des gens voient la Chine d'un bon œil. Les trois quarts des personnes interrogées au Ghana et au Nigéria approuvent son action comme le font deux tiers d'éthiopiens. En Ouganda, deux fois plus de gens pensent du bien de la Chine (D. Moyo, 2009, p. 175).

La coopération Chine-Afrique vise la construction d'infrastructures et l'industrialisation. Mais l'entrée de la Chine en Afrique ne laisse pas disparaître les anciennes puissances comme la France et les États-Unis. Et cette entrée laisse entrevoir le risque de conflit entre les puissances et l'embarras de choix dans lequel l'Afrique est jetée sans oublier l'expérience faite avec les anciennes puissances. Si la Chine vient avec la bonne volonté de faire sortir l'Afrique du sous-développement, l'Occident avec la machine du FMI, la Banque Mondiale n'avait pas non plus un autre message que celui du développement à partir de la fin du XX^e siècle: renforcement de la sécurité et soutien aux opérations de maintien de la paix; renforcement d'infrastructures durables; la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles; l'augmentation de la production agricole; que de bonnes intentions quand on sait que les chemins de l'enfer sont pavés de bonnes intentions !

Quant à la Russie, elle est une puissance revendiquée et ré-émergente. Elle resurgit dans les relations internationales et elle a développé son armement pour rivaliser la puissance américaine. Autrefois humilié après la deuxième guerre mondiale, la Russie revient en force sur la scène internationale pour revendiquer sa place: « nous avons un immense droit moral, celui de défendre nos positions de manière fondamentale et durable. Parce que c'est précisément notre pays qui a subi le gros de l'offensive Nazi (...) et a offert la liberté aux peuples du monde entier » précise Vladimir Poutine, cité par T. Gomart, 2020, p. 100). La Russie par la recentralisation des pouvoirs, le développement de son image de puissance de haute technologie autonome, le rôle de médiation incontournable pour de nombreux dirigeants de la région se positionne comme une puissance. Le pays bénéficie d'importantes ressources minières et énergétiques qui lui ont permis de devenir l'un des principaux exportateurs mondiaux et de devenir un acteur influent à l'échelle internationale. Sa puissance économique s'accompagne d'une influence politique.

Avec l'Afrique, elle a une relation de longue date. Mais depuis peu, le retour de Moscou sur la scène internationale suscite un intérêt croissant. Surtout son réengagement sur le continent africain avec ses défis sécuritaires et politiques. Ses relations et coopérations ont connu un nouveau tournant:

Elles ont récemment pris un tour nouveau, avec plusieurs initiatives bilatérales et la montée en puissance du forum multilatéral des BRICS où la Russie est très active. L'héritage de la période soviétique dans la politique

étrangère du pays en général et vis-à-vis de l'Afrique en particulier est un aspect majeur à considérer pour comprendre ces relations (...) les intérêts commerciaux et les échanges se sont renforcés (A. Arkhangelskaya, 2013, p. 61).

En 2023, le Kremlin dévoile ses objectifs politiques et sécuritaires dans le monde, notamment en Afrique où il renforce son empreinte. Il est pour lui question d'abord de « se réaffirmer en tant que puissance mondiale en défiant directement l'hégémonie américaine et l'OTAN par la projection de puissance et l'exercice d'influence à l'étranger »; ensuite de « solliciter et exercer un soutien diplomatique et politique mutuel de la part des nations africaines et avec elle dans les organismes multilatéraux et internationaux, notamment les Nations Unies »; et enfin d'« accroître les échanges commerciaux et faciliter les investissements et les activités commerciales russes, notamment dans les industries extractives et militaires » (S. Daly, 2023, p. 2).

Les recettes russes semblent marcher et les rapports semblent être défavorables aux anciennes puissances. Il est fort remarquable de constater que le Russie a établi des relations diplomatiques avec presque tous les pays africains: elle a ouvert 40 ambassades sur le continent, a également des représentants au sein de l'Union africaine (UA) des communautés économiques régionales et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE).

Dans le climat actuel d'insécurité et d'instabilité liée au terrorisme en Afrique, la Russie se positionne au premier rang comme un partenaire fiable contrairement à la France qui n'a pas répondu aux attentes avec ses opérations militaires. La France est elle-même confondu à l'ennemi dans la politique internationale qui se présente comme « désignation de l'ami-ennemi » à la schmittienne. La Russie soutient efficacement et avec succès le développement des opérations de maintien de la paix avec des accords de coopération militaro-technique, des transferts d'armes et de munitions, la formation et le soutien au combat. Selon le rapport de S. Daly, 2023, p. 8-10), sur la « Stratégie de sécurité et activités de la Russie en Afrique », par exemple,

Au Mali (...) la Russie a capitalisé sur le ressentiment anti-français pour se positionner comme un partenaire de sécurité préférable pour la junte militaire au pouvoir réduisant ainsi l'influence de la France pour faire pression sur le pays afin qu'il retrouve un régime démocratique après les coups d'État d'août 2020 et de mai 2021. Outre sa solde campagne de désinformation pour discréditer les efforts de la France en matière de lutte contre le terrorisme, la Russie a livré des armes et envoyé des formateurs militaires (S. Daly, 2023, p. 3).

Il convient de retenir de ce qui précède que dans les tournants de la globalisation et de la géopolitique internationale, l'Afrique reste au cœur des préoccupations et un terrain fertile. Elle est le continent de multiples affrontements. Dans son souhait de ne pas être spectateur de l'évolution du monde, elle choisit de nouveaux partenaires de coopération, dont la Chine et la Russie, pour émerger. Derrière les deux puissances, se rangent également l'Inde, le Japon, la Turquie et le Moyen-Orient. Ces nouveaux partenariats justifient-ils le retour au réalisme politique de la part des pays du Sud ou reproduisent-ils les anciennes erreurs avec les puissances occidentales ?

Quelles sont les motivations réelles des nouveaux partenaires en Afrique ? En quoi les nouveaux partenaires des pays du Sud sont-ils différents des anciens ? Les pays du Sud devraient-ils aller à l'aveuglette face aux promesses de la Chine et de la Russie ? Si les nouveaux partenaires ont ce que l'Afrique désire, l'Afrique n'a-t-elle pas ce dont ils ont besoin ? En vertu de quoi veiller sur l'Afrique doit relever de la responsabilité de la Chine ou de la Russie ? Pour ne pas reproduire les mêmes erreurs, l'exigence n'est-elle pas celle d'une coopération vraie, responsable et heureuse ? Autant de questions qui ont leur raison d'être face à la fascination et l'admiration que les nouveaux partenaires laissent voir en image dans les pays du Sud mais aussi signe de nouvelle conscience.

La présence des nouveaux partenaires doit amener à la prudence et à la vigilance les États Africains au risque de tomber à nouveaux dans les erreurs commises avec les puissances occidentales. Car, les meilleures dispositions du monde peuvent aboutir à des bilans catastrophiques. La Chine ou la Russie peuvent se servir de l'Afrique comme un tremplin pour progresser irrésistiblement vers la conquête du monde si l'Afrique ne sait pas s'y prendre.

4 CONCLUSION

Le regard sur la coopération traditionnelle Nord-Sud dans le contexte de l'émergence des nouveaux enjeux et de la demande de nouveaux acteurs nous a conduit à présenter la nature de la coopération traditionnelle Nord-Sud et à les dépasser à partir des nouveaux enjeux géopolitiques qui appellent de nouveaux partenaires et de nouvelles alliances politiques et

stratégiques afin de penser les perspectives pour l'Afrique dans la géopolitique mondiale. Il convient de retenir après tout ce détour que les anciennes puissances ordonnatrices du monde comme la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, ont davantage rendu les pays du Sud dépendants. Le monde multipolaire a laissé émerger de nouvelles puissances dont les principales sont la Chine et la Russie qui affluent en Afrique et deviennent pour ainsi dire de nouveaux partenaires sur le plan politique, sécuritaire, économique et technologique. Sans aucun doute, ces nouveaux partenaires fascinant à travers leurs projets de reconstruction du Sud en général et de l'Afrique en particulier semblent pouvoir renverser la dynamique des anciens maîtres du monde. Mais cet envahissement du continent par les nouveaux maîtres doit être abordé avec beaucoup de prudence et de stratégie pour ne pas tomber dans la domination de la compétition-coopération du couple Eurasie. L'urgence pour nous est que l'Afrique devrait contribuer à réinventer le monde, à construire une nouvelle vision du monde pour donner un nouvel ordre de coopération planétaire en renforçant la solidité de l'être-ensemble en partant tout d'abord de la coopération Sud-Sud avant de tendre vers la coopération Nord-Sud. Car « dans les puissances qui s'imposent comme dans celles qui émergent, il n'y a rien de sorcier ni rien de magique. Il n'y a rien que l'Afrique ne puisse ni maîtriser ni dominer » (K. Mana et S. Gasanganirwa, 2016, p. 30). Il faudrait suffirait que l'Afrique refuse, compte sur elle-même, avant de co-définir un nouvel ordre mondial.

REFERENCES

- [1] AKAKPO Yaovi. 2016, *Science et reconnaissance*, Paris, Présence Africaine.
- [2] ARKHANGELSKAYA Alexandra, 2013, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, vol. 4, n° 248, p. 61-74.
- [3] BADIE Bertrand, 1998, *L'État importé*, Paris, Fayard.
- [4] BADIE Bertrand, 2014, *Le temps des humiliés : pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob.
- [5] BADIE Bertrand et Marie-claude SMOUTS, 1992, *Le retournement du monde, sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- [6] DALY Sarah, 2023, « Stratégie de sécurité et activités de la Russie en Afrique », *Atlantic Council, Africa Center*, Février, p. 6-8.
- [7] DELAMOTTE Guibourg, TELLENNE Cédric, 2021, *Géopolitique et géoéconomie du monde contemporain. Puissance et conflits*, Paris, La Découverte.
- [8] ELZEIN Derek, 2014, « L'Afrique face aux nouvelles ambitions de la Russie », *Géoéconomie*, vol. 4, n°71, p. 77-88.
- [9] GOMART Thomas, 2020, *L'effolement du monde. 10 enjeux géopolitiques*, Paris, Tallandier.
- [10] LOURME Louis, 2014, *Le nouvel âge de la citoyenneté mondiale*, Paris, PUF.
- [11] MANA Kâ, GASANGANIRWA Solange, 2016, *Les vrais enjeux de la renaissance africaine*, Goma, Pole Institute.
- [12] MANA Kä, 2013, *Pour l'économie du bonheur partagé, construire une société heureuse*, Kinshasa, Cerdaf.
- [13] MANA Kä, Freddy KABUAYI, 2018, *L'Afrique et l'ordre néolibéral planétaire. Un horizon critique pour le nouvel homme congolais*, Paris, Éditions universitaires européennes.
- [14] KI-ZERBO Joseph, 2003, *À quand l'Afrique ?*, Lausanne, Éditions d'en Bas.
- [15] LATOUCHE Serge, 1998, *L'autre Afrique. Entre don et marché*, Paris, Albin-Michel.
- [16] MOYO Dambisa, 2009, *L'aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Paris, JC Lattès.
- [17] ROBERT Anne-Cécile, 2004, *L'Afrique au secours de l'Occident*, Paris, Les Éditions Ouvrières.
- [18] TSHIYEMBE Mwayila, 2000, *État multinational et démocratie africaine : sociologie de la renaissance politique*, Paris, L'Harmattan.